

Opération de démolition à Agadir : Douar Zraib sans bidonvilles

Actualité Agadir et région

Posté par: Visiteur

Publié le : 26-08-2008 17:12:59

Samedi dernier, dans la matinée, les autorités ont encore donné le signal de la démolition de quelques habitations bidonvilloises au douar communément connu sous le nom de «Zraib», du côté de la décharge publique d'Agadir.

Cette unité qui a toujours constitué une honte depuis plus de deux décennies, du temps où le dépotoir en question, mal conçu à cause de la bêtise communale d'antan, s'est transformé en un refuge des laissés-pour-compte en y installant des masures et en se répartissant les déchets collectés comme un véritable «commerce» informel.

Au départ, il n'y avait sur les lieux que quelque 330 baraques qui ont été recensés en 1998. Mais, depuis, ces taudis insalubres poussaient comme des champignons et atteignaient actuellement presque les deux milliers. La machine de la destruction a donc commencé à «broyer» impitoyablement les baraques, sous les yeux impuissants des anciens occupants.

On imagine le malheur de ces nombreux citoyens à la veille du mois de ramadan et de la rentrée scolaire. Il faut dire que cette situation sévissait, depuis des lustres sans qu'on n'y mette sérieusement un terme à temps opportun. Certes, le processus d'assainissement a été entamé avec le programme de «villes sans bidonvilles» et, de ce fait, on se précipite pour résorber ce phénomène débordant souvent sans recourir à une approche qui prenne en considération tous les paramètres socio-économiques des populations démunies.

Aujourd'hui, l'éradication des bidonvilles, somme toute souhaitable et inéluctable pour la mise en oeuvre d'une urbanisation équitable et décente, se heurte à des complications causées par le laxisme et le soudoiement des agents de l'autorité et des élus précédents. Le cas de « Zraib » qui représente l'un des points noirs de la ville, se débat désormais dans les aléas d'une communauté grandissante. A peine les bulldozers eurent-ils mis leurs crocs sur les premières baraques que les victimes s'insurgèrent et s'en allèrent manifester leur colère au quartier Dakhla, près du complexe culturel Mohamed Jamal Addora. Les forces de l'ordre cernaient les manifestants qui brandissaient le drapeau national et scandaient des slogans d'indignation. D'après les propos des population du douar voué à la disparition, les recensés, soit à peu près 330 foyers, se verraient octroyer un lot de terrain de 64 m2, au nouveau lotissement Adrar.

Le cas des «non recensés», au nombre de 200 environ serait réexaminé, alors que le reste, plus de 1400 familles qui ont émergé bien après, bénéficierait, selon les sources, d'un appartement ou un lot pour trois familles. Cette solution aurait été rejetée par cette catégorie qui considérait qu'il est insensé de concevoir un lot à trois, encore moins un appartement qui coûte les yeux de la tête. Il faut reconnaître également que, à force de laisser traîner les choses, beaucoup d'intrus se sont infiltrés malicieusement dans cette «aubaine» et cherchent à pratiquer de la spéculation et la surenchère politicienne, à tel point qu'on ne parvient plus à distinguer le vrai de l'ivraie. Le calvaire des vraies victimes qui se voient dans l'incapacité de trouver où louer un local ou de se réfugier quelque part ne

fait alors que commencer. Et c'est là, en fait, où les autorités, qui se trouvent vraiment dans une situation très délicate, devraient faire preuve de beaucoup de sagesse et de clairvoyance en prônant les valeurs de l'écoute, de la concertation et du civisme. Affaire à suivre.

Saoud El Amalki
Al Bayane